Infos retraités-ées

Retraité-e-s un jour Révolté-e-s toujours!!

Le bilan de sept ans de macronisme, c'est cela : un chômage qui recule mais une pauvreté qui s'approfondit.

Dans le même temps, depuis 2019, d'après le dernier rapport d'Oxfam, la fortune des milliardaires français a augmenté de plus de 24 milliards d'euros au total, soit 13 millions d'euros par jour. Une personne parmi les 1% les plus riches gagne en six jours ce qu'une autre parmi les 50% les plus pauvres gagne en 1 an. L'année dernière, les 40 plus grosses entreprises françaises ont distribué un montant record de dividendes à leurs actionnaires : près de 100 milliards d'euros. C'est ça la réalité du « ruissellement » invoqué par les libéraux pour tenter de rendre acceptable l'appétit insatiable des plus riches et les cadeaux fiscaux qui leur sont faits.

« C'est de l'enfer des pauvres qu'est fait le paradis des riches »

La corde, dans notre pays, est prête à casser. Le travail ne protège plus contre la pauvreté et le sentiment d'injustice sociale progresse à juste raison.

Dans ce contexte, le débat public est dominé par bien d'autres sujets que la question sociale. Les possédants sont trop contents de voir les autres se déchirer pendant que les inégalités se creusent et que leurs fortunes grossissent. Les guerres, qu'elles se mènent sur le terrain militaire ou sur le plan commercial, font les profits de quelques-uns et le malheur de tous les autres. « *C'est de l'enfer des pauvres qu'est fait le paradis des riches* », écrivait Victor Hugo.

Il y a urgence à les faire dégringoler de leur Eden en construisant la République sociale.

L'électricité livrée à l'appétit du marché !!

La campagne " Pour une énergie publique " lancée par les représentants des salariés d'EDF et d'Enedis, dénonce de nouvelles réformes qui menacent encore l'avenir de ce service public. Le mécanisme de l'Arenh, qui impose à EDF de brader son électricité à des intérêts privés sur le dos des consommateurs prendra fin au 31 décembre 2025.

Les prix ont augmenté de 60 % ces 4 dernières années, la dette d'EDF explose et les profits bénéficient aux traders de l'énergie. La Commission européenne envisage de supprimer les tarifs régulés de l'électricité. Cela pourrait ouvrir la voie à une généralisation de la tarification « dynamique », (un contrat où le prix de l'électricité change en temps réel, selon l'offre et la demande et rendu possible grâce au compteur Linky), à des factures augmentées, parfois, de plusieurs milliers d'euros pour les utilisateurs. Cette hérésie, imposée par Bruxelles, a été refusée par l'Espagne et le Portugal. Mais Macron, en bon soldat européeniste, s'y est soumis sans difficulté, et nous en fait payer le prix. EDF a, pendant plus de 60 ans, garanti une électricité peu chère et fiable, mais a été démantelée par l'ouverture à la concurrence. Il est temps de reprendre le pouvoir sur notre énergie.

- Rétablir un monopole public intégré de l'électricité et du gaz (le gaz vient d'augmenter de 2,17 % le 1^{er} avril)
 - Revenir à un tarif réglementé juste et équitable
 - Généraliser le tarif régulé à tous les usagers. Face à cette offensive, notre mobilisation est cruciale.
- L'électricité n'est pas une marchandise, c'est un bien commun.**

**TOUS UNIS
CONTRE L'ÉNERGIE CHÈRE !**

**EN 2022
+ 24 MILLIARDS
DE DETTE PUBLIQUE**

**AVEC LE BOUCLIER TARIFAIRE
AU PROFIT DES FOURNISSEURS PRIVÉS**

Pour une énergie 100% publique,
sortons du marché !

WWW.ENERGIE-PUBLIQUE.FR ↗

Un logement n'est pas un privilège !!

La CGT se dote d'un [MANIFEST pour le DROIT au LOGEMENT](#) avec ses recommandations.

Parce que se loger ne doit pas être un privilège, la CGT mesure la nécessité urgente d'agir par des actions concrètes pour faire du logement une priorité syndicale. Il s'agit de mobiliser les outils existants et créer de nouveaux droits pour défendre le principe fondamental du droit au logement et garantir un logement digne à toutes

La question du droit au logement n'est pas négociable. C'est le premier poste de dépense des travailleurs et travailleuses de ce pays. C'est un enjeu prioritaire en lien avec les batailles sur la revalorisation des salaires, des pensions retraites ou des minima sociaux.

En 2023, 4,1 millions de personnes étaient mal logées. 2,7 millions de ménages attendent un logement social.

En septembre dernier, des enfants ont fait leur rentrée scolaire en dormant dans des voitures. Ce n'est plus possible !

Refusons également le chantage sur les "HLM à vie" qui tend à cacher le manque de constructions de logements sociaux et l'argent du Livret A, destiné, entre autres à cela, n'a pas à servir l'économie de guerre !